



Conseil économique et social

Distr. limitée
27 juin 2012
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-deuxième session

4-29 juin 2012

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

Projet de rapport

Rapporteuse : M^{me} Imelda Smolcic (Uruguay)

Additif

Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015

[Point 3 b)]

Programme 7

Affaires économiques et sociales

1. À sa 6^e séance, le 6 juin 2012, le Comité a examiné le programme 7 (Affaires économiques et sociales) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 [A/67/6 (Prog. 7)].
2. Le Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations a présenté le programme et répondu aux questions soulevées lors de son examen par le Comité.

Examen de la question

3. Les membres du Comité ont exprimé leur satisfaction et appuyé le programme et le rôle important joué par le Département des affaires économiques et sociales dans la facilitation de l'action visant à maintenir la croissance économique, à éliminer la pauvreté et à promouvoir le développement durable, y compris l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité des sexes dans les domaines social, économique et environnemental.
4. Des éclaircissements ont été demandés sur l'action visant à favoriser la collaboration et les partenariats avec le système des Nations Unies et la société



civile et le secteur privé. Il a été estimé qu'il faudrait examiner l'objectif de cette action. L'ONU devrait faire preuve de prudence en s'alliant au secteur privé pour servir les États Membres et faire fond sur les enseignements tirés de l'expérience de l'UNESCO en la matière.

5. Des éclaircissements ont également été demandés sur la contribution croissante des organisations non gouvernementales et sur la manière dont il était prévu qu'elles participent aux délibérations du Conseil économique et social. Il a été estimé que les organisations non gouvernementales étaient certes tenues de rendre des comptes à ceux qui les finançaient mais que cette pratique ne devait pas nuire à l'ONU.

6. Il a été dit que les différentes commissions dont le Département des affaires économiques et sociales assurait le secrétariat devraient être utilisées avec une plus grande visibilité pour que les mécanismes intergouvernementaux fonctionnent. Il ne leur faudrait pas seulement prendre acte de la question mais également faire des recommandations en rapport avec le cadre stratégique. En outre, des mesures devraient être appliquées afin de permettre aux organes intergouvernementaux d'accomplir les tâches que nécessite l'examen annuel du cadre.

7. Des éclaircissements ont été demandés sur l'appui soutenu fourni à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012. Il a été estimé que les changements apportés aux programmes dans le cadre du suivi pouvaient être inclus dans le projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015. Des éclaircissements ont également été demandés sur le lien existant entre les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable, cette question n'ayant pas été soulevée.

8. Des éclaircissements ont été demandés sur les questions liées à la problématique hommes-femmes, plus spécifiquement sur le degré de coordination existant entre l'ONU et les États Membres pour ce qui est de l'intégration de démarches tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les sous-programmes. Il a été dit que l'accent mis de façon croissante sur l'autonomisation des femmes était certes bienvenu, mais que la question des autres groupes, tels que les migrants ou les autochtones, n'était pas traitée aussi largement dans le cadre stratégique.

9. Des éclaircissements ont été demandés sur le programme de travail relatif au renforcement des capacités car les informations figurant au paragraphe 7.4 du projet de cadre stratégique ne recoupaient pas celles figurant au paragraphe 24 du rapport sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2010-2011 (A/66/77). Il a été demandé que de plus amples explications soient fournies afin de refléter la différence entre « développement » et « renforcement des capacités » et que des éclaircissements soient apportés sur l'objectif de l'alinéa d) du paragraphe 7.4.

10. Des éclaircissements ont été également demandés sur l'absence de toute référence aux pays à revenu intermédiaire et sur la référence spécifique au Groupe des Vingt. Certains ont exprimé l'idée selon laquelle le cadre stratégique devrait rendre compte de la façon dont il était prévu d'utiliser plus efficacement les ressources.

11. Il a été dit que certains des indicateurs de succès du sous-programme 1 (Appui au Conseil économique et social et coordination) étaient trop imprécis pour mesurer les réalisations. Des données de base chiffrées et des objectifs réalistes devaient figurer dans les indicateurs de succès afin d'indiquer les buts spécifiques à atteindre. Des éclaircissements ont également été demandés sur l'utilisation du cadre analytique de l'exposé national volontaire et l'examen quadriennal complet, ainsi que sur la mise en place d'un processus simplifié pour donner suite à ce dernier.

12. Des éclaircissements ont été demandés sur la contribution du Conseil de sécurité aux réalisations escomptées du sous-programme 1 et sur la stratégie visant à promouvoir la concertation par l'organisation de réunions spéciales sur les objectifs internationaux en matière de développement au-delà de 2015 et pour déterminer si les objectifs du Millénaire pour le développement avaient un lien avec ces objectifs internationaux. Des éclaircissements supplémentaires ont été demandés sur l'intention d'organiser deux réunions spéciales au titre de la stratégie du sous-programme 1.

13. Des éclaircissements ont été demandés au titre du sous-programme 2 (Politiques sociales et développement social) sur la façon de mesurer la réalisation escomptée a) et les moyens qui avaient été mis en œuvre pour parvenir à la réalisation c). Les membres du Comité ont également cherché à mieux comprendre en quoi consistait la promotion de la participation populaire à tous les aspects de la vie civile, politique, économique, sociale et culturelle et à savoir comment cette stratégie s'inscrivait dans le cadre des travaux du Département des affaires économiques et sociales.

14. Des éclaircissements ont été demandés au titre du sous-programme 4 (Statistique) sur l'intégration du système d'information géospatial et sur les mesures à prendre, étant donné qu'il relève de la Commission de statistique.

15. Des éclaircissements ont été demandés au titre du sous-programme 5 (Population) sur la conférence qui doit se tenir en 2014 pour donner suite à la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994. Il a notamment été déclaré que la stratégie d'organisation de cette conférence devrait apparaître dans le projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015.

16. Il a été estimé que l'intégration dans le cadre stratégique d'éléments propres à la coopération Sud-Sud et de questions relatives aux textes issus du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, qui s'est tenu à Busan (République de Corée) en 2011, pourrait bénéficier au sous-programme 7 (Administration publique et gestion du développement). Il a également été déclaré nécessaire, s'agissant des activités relevant du développement socioéconomique, de renforcer la coordination et la coopération entre les organismes des Nations Unies à l'échelle nationale.

Conclusions et recommandations

17. Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve le texte explicatif du programme 7 (Affaires économiques et sociales) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015, sous réserve des modifications ci-après :

Sous-programme 1
Appui au Conseil économique et social et coordination

Réalisations escomptées du Secrétariat

À l'alinéa c), supprimer la partie du texte ci-après : « notamment par l'instauration de relations plus étroites avec la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de sécurité, particulièrement sur les questions liées aux femmes dans ce contexte ».

Indicateurs de succès

Supprimer l'alinéa a iii) et renuméroter l'alinéa a) iv) en conséquence.

À l'alinéa c) ii), supprimer les mots « et le Conseil de sécurité ».

Sous-programme 3
Développement durable

Objectif de l'Organisation

À la fin du texte définissant l'objectif, ajouter les mots « et Action 21 ».

Réalisations escomptées du Secrétariat

Ajouter à la fin de l'alinéa a) « , et d'Action 21 ».

Sous-programme 6
Politiques et analyse en matière de développement

Stratégie

À l'alinéa c) du paragraphe 7.12, supprimer les mots « notamment le Groupe des Vingt ».
